

---

# Contexte

Les crises économiques et les mesures de gestion de crise, voire d'austérité qui les accompagnent, ont des conséquences sanitaires déjà documentées dans plusieurs pays. Il est probable qu'elles en aient davantage à long terme à travers l'effet des déterminants sociaux de la santé, dans la mesure où la crise économique est aussi une crise sociale.

Les travaux conduits dans d'autres pays suggèrent un impact complexe, globalement limité sur la santé, avec certains effets défavorables, notamment en matière de suicides, avec des spécificités propres à chaque pays (Reeves, 2014). Un rapport récent de l'OCDE a analysé l'impact à court terme de la dernière crise et des mesures de gestion de crise, voire d'austérité qui ont suivi, dans différents pays (Gool, 2014). L'impact sur la santé est variable selon les problèmes de santé considérés, marqué par une dégradation pour la santé mentale, mais à l'inverse protecteur vis-à-vis des accidents des transports. Mais certains travaux suggèrent aussi une relation négative entre l'évolution des dépenses de protection sociale et la mortalité toutes causes (Stuckler, 2010). Il est donc à craindre que les politiques publiques d'austérité aient un impact négatif sur les déterminants de la santé, la santé et les inégalités sociales de santé.

Ce rapport suggère le besoin de s'intéresser à l'impact à plus long terme de cet environnement macro-économique et des politiques publiques mises en œuvre.

Dans une période où la question de la réduction des inégalités sociales de santé et le rôle des déterminants sociaux sont sur l'agenda politique (Touraine, 2014), il nous paraît essentiel de faire le point des conséquences sur la santé de la crise économique et des politiques mises en œuvre en France pour y faire face. Des mesures d'économie portant sur cinq milliards d'euros entre 2015 et 2017 ont été annoncées en avril 2014. Les dépenses d'assurance maladie contribuent pour 10 milliards et les dépenses de protection sociale pour 11 milliards à ce total de 50 milliards.

Le choix de ce rapport est de se focaliser sur les options que peut prendre un gouvernement face aux implications de ses décisions sur la santé. Il s'agit donc d'une démarche d'aide à la décision plus que d'un travail d'expertise sur les effets de la dernière crise.

---

# Objectifs

- La crise affecte particulièrement les populations les plus démunies en ressources économiques, sociales et culturelles. Un renforcement des politiques publiques apparaît nécessaire pour lutter contre les conséquences sanitaires de la crise dans les groupes vulnérables.
- Ce rapport vise à identifier des recommandations d'action, de surveillance et de recherche pour limiter les effets de la crise économique sur la santé et éviter un impact négatif de mesures politiques de gestion de crise.
- Le rapport entend également insister sur les effets à long terme de la crise et surtout des choix politiques qui seront faits. Ces impacts sont mal documentés, mais l'on sait de mieux en mieux à quel point l'état de santé des adultes est la conséquence des conditions de vie dans l'enfance. De façon similaire, les conséquences des modifications du travail et de l'emploi sont susceptibles d'impacter la santé des plus âgés, notamment en affectant la dépendance des personnes âgées.

---

# Introduction

Les «crises» sont la résultante d'une évolution défavorable de la situation économique et financière d'un pays ou d'un ensemble de pays. Elles apparaissent régulièrement au fil des années et obéissent plus ou moins à des cycles économiques internationaux. Elles mettent en jeu une série de choix de politiques nationales sectorielles et intersectorielles qui peuvent avoir des conséquences parfois non anticipées, d'ordre économique, social ou sanitaire. L'objet du rapport porte essentiellement sur ces politiques face à «la crise». L'effet de crises économiques sur le taux de chômage et les revenus, leurs conséquences sur la santé ont été très documentés. Quelles politiques peuvent être conduites pour limiter les effets sanitaires, à court et long termes, de cette situation de crise économique et des mesures prises pour y faire face ?

Les sources sur lesquelles s'appuie ce rapport sont diverses. En sus des données statistiques nationales, des enquêtes épidémiologiques, des comparaisons internationales, il nous a semblé nécessaire de nous appuyer sur des travaux sociologiques et des entretiens pour percevoir des phénomènes nouveaux, échappant au dispositif statistique. Celui-ci ne renseigne d'ailleurs que sur les effets à court terme. Il est pourtant prévisible, compte-tenu de nos connaissances sur la construction de la santé au cours de la vie, que les mesures sanitaires et les décisions prises aujourd'hui auront des conséquences à long terme.

Le caractère très large des déterminants de santé, et par conséquent le spectre tout aussi large des politiques impliquées, a conduit le groupe à examiner un ensemble de mesures qui recouvrent *de facto* la totalité des politiques publiques concernées par la crise. Il n'était dès lors pas imaginable d'analyser en détail et encore moins de préconiser des politiques spécifiques dans chaque secteur. Ce rapport a donc une fonction d'alerte sur un certain nombre de points, qui mériteraient d'être approfondis.